DE LA DERIVE DES ILES ET DES CONTINENTS : LES HORLOGES EUROPEENNES DU NATIONALISME

Nadège Ragaru*

Lors d'une récente rencontre avec des écoliers, la chancelière allemande Angela Merkel - invitée à pointer sur un planisphère le pays où la qualité de vie était la meilleure - s'interrogeait sur la localisation exacte de l'Allemagne. Non, un peu plus à l'Ouest de l'Europe, Madame la chancelière, ici c'est la Russie. Légèrement plus au Sud. Voilà, c'est cela. L'hésitation peut prêter à sourire, mais sans doute la chancelière avait-elle raison : est-on jamais sûr de l'arrimage territorial d'un Etat européen ? A considérer les vertigineux déplacements géographiques que le jeu des imaginaires sociaux fait subir à maints pays, il est permis de s'interroger.

Prenez la Grèce, par exemple. Au XIXème siècle, l'hellénisme triomphant la découvrit antique (c'est-à-dire moderne) et en fit un berceau de l'Europe, qui allait bientôt être arraché à un Empire ottoman relégué aux confins du continent. Un siècle et quelques poussières de décennies plus tard, l'anthropologie et la science politique « occidentales » y voyaient un pays méditerranéen, terre de clientélisme politique par excellence. Des anciennes théories du climat, depuis longtemps disqualifiées, ne subsistait que le souvenir diffus d'une langueur

née sous les brûlures du soleil. Puis vint le temps du retour à la démocratie après la dictature des colonels (1967-1974) et celui de l'adhésion aux Communautés économiques européennes (CEE) en 1981 : bientôt rejointe par l'Espagne et le Portugal, la Grèce se muait en avant-garde d'une Europe du Sud au dynamisme économique et culturel remarquable. Dans les années 1990, on ne manqua d'ailleurs pas de vanter sa capacité à servir de modèle européen pour des Etats balkaniques post-communistes sur lesquels les guerres yougoslaves projetaient l'ombre d'un nationalisme supposé consubstantiel. L'avenir semblait avoir retrouvé son orientation géographique – à l'Ouest. Sur cette rose des vents, le déclenchement de la crise financière et économique globale en 2008 a fait saillir un contraste réactualisé entre un Nord « vertueux », conjuguant éthique du travail et de la parcimonie, et un Sud « dispendieux », dont la corruption et l'indolence supposées ne sont pas sans évoquer les grandes heures de l'Orientalisme. Ballottée entre ces coordonnées cartographiques changeantes, la Grèce est-elle encore bien en Europe ?

A cette question, l'invitation à penser les effets croisés des « votes nationalistes » en Grèce, en Serbie, voire en Hongrie, offre une (ambivalente) réponse positive. L'Europe centrale comme les Balkans sont, pour autant qu'on le sache, toujours situés en Europe…Mais quel sens donner à ces rapprochements ? Certes, à l'occasion des élections législatives anticipées du 6 mai dernier, l'irruption dans l'enceinte parlementaire grecque d'Aube dorée, la formation néonazie de Nikólaos Michaloliákos, qui a remporté 6,97% des voix et 21 sièges sur 300, a suscité l'alarme. A juste titre : le mélange de xénophobie et d'utopie sécuritaire violente, le négationnisme des dirigeants du parti paraissent surgis d'un autre temps. Il est non moins exact que le 20 mai dernier, les électeurs serbes ont porté à la présidence de la Serbie Tomislav Nikolić, le dirigeant du Parti progressiste serbe (SNS), une formation nationaliste et conservatrice se déclarant favorable à l'intégration européenne, mais issue d'une scission au sein de l'ancien Parti radical serbe (SRS) de Vojislav Šešelj. Que ce vote intervienne alors même que la Serbie venait de se voir reconnaître le statut de pays candidat à l'Union européenne le 1er mars 2012 a accru le désarroi des observateurs.

La concomitance entre ces deux événements, la proximité géographique sitôt pointée, suffisent-elles pourtant à identifier des parallèles entre les cas grec et serbe? Concédons que la pensée par analogie n'est pas dépourvue de séduction…A condition d'oublier que toute comparaison repose sur un découpage du réel qui oriente les questionnements et informe au moins autant sur les postulats de l'observateur que sur les situations analysées. En l'occurrence, ce qui saisit de prime abord concerne bien l'irréductible spécificité des trajectoires grecque et serbe.

La Serbie, née de l'éclatement de la Fédération yougoslave, est un Etat qui a dû en l'espace de deux décennies affronter l'érosion de son rayonnement international (celui dont elle jouissait au temps d'une Yougoslavie non alignée, « fenêtre » sur l'Occident), une réduction drastique de son territoire (ayant culminé avec la déclaration d'indépendance du Kosovo en 2008) et une contraction de sa puissance économique (guerres, réformes de marché et isolement international y ayant chacun leur part). Si l'on ajoute à ces défis le sentiment de fermeture, voire de suffocation, provoqué par la politique des visas de l'Union européenne (ils ne furent levés qu'en 2010) et l'approfondissement des inégalités sociales, l'intensité du sentiment d'injustice traversant la société serbe aujourd'hui ne saurait surprendre. La victoire de Tomislav Nikolić, favorisée par un taux d'abstention élevé (53,72%), prend sens dans ce contexte. Plus qu'à une « poussée du nationalisme radical », (qui existe, par ailleurs, dans certains segments du corps social, y compris parmi les abstentionnistes), elle doit à l'érosion du crédit du président sortant, Boris Tadić, à la lassitude des électeurs devant les usages prébendiers du pouvoir et à l'inégale répartition du coût social de la crise économique. (L'argument développé ici ne préjuge en rien des effets du scrutin : l'ordre des causes et celui de conséquences peuvent différer. Ce n'est pas parce que T. Nikolić aura été élu sur la lutte contre la corruption et en faveur d'une plus grande justice sociale qu'il ne cherchera pas à infléchir la politique serbe envers la Russie et le Kosovo. Il n'est en outre pas à exclure que

les résultats du scrutin fragilisent les équilibres d'ores et déjà précaires au Kosovo et en Macédoine).

La configuration à laquelle la Grèce est aujourd'hui confrontée, se nourrit d'une toute autre historicité. En l'espace de quelques décennies, cet Etat a connu de profondes mutations socio-économiques couplées à une croissance soutenue (notamment sous l'effet de l'adhésion à l'Union européenne) que l'entrée dans la zone euro, en interdisant de jouer sur la compétitivité-prix à travers une dévaluation monétaire, a enrayée. L'ancrage de la démocratie avait été conforté par cet élan économique, tout en autorisant l'institutionnalisation d'un jeu politique ordonné autour de deux formations, la Nouvelle démocratie (droite) et le Pasok (gauche), aux pratiques clientélaires. Dans le même temps, la Grèce passait du statut d'ancien pays d'émigration à celui de pays d'immigration, la (faible) rémunération de la main d'œuvre migrante contribuant à limiter le coût du travail – une transformation à l'origine de recompositions complexes dans l'architecture identitaire grecque. Le récent soutien enregistré par l'Alerte populaire orthodoxe (Laos, fondée en 2000 et associée à la coalition gouvernementale en novembre 2011), puis par Aube dorée, s'il peut être éclairé à l'aune de ces processus de moyenne durée, reflète aussi l'ampleur d'une crise sociale dont l'intensité ne saurait être restituée par la seule énumération des statistiques du chômage, des coupes budgétaires et des réductions salariales. Pour y parvenir, peut-être conviendrait-il de se livrer à un petit exercice d'histoire contrefactuelle : supposons un instant que les salaires de la fonction publique en France soient réduits de 25% à 30%, que le taux de chômage atteigne les 22% et que les principaux choix de politique économique soient ressentis comme dictés par des instances extérieures, combien de temps faudrait-il avant que les populismes les plus extrémistes ne s'imposent d'évidence au pouvoir ?

Ce détour contrefactuel a au moins une vertu : il nous ramène vers les enjeux de comparaison. Car, s'il faut comparaison établir entre les « poussées nationalistes »

contemporaines, à quelle échelle les penser? On l'aura compris, pas au niveau des Balkans, pas davantage à celui d'une Europe centrale profondément hétérogène. Non, c'est bien à l'échelle de l'Europe qu'il convient d'étudier le succès croissant de formations xénophobes conjuguant argumentaires sociaux, sécuritaires et souverainistes. Faudra-t-il pour s'en convaincre rappeler les performances récentes du Front national aux élections présidentielles françaises (17,9%) ou celles des ultranationalistes aux Pays-Bas en 2010 (le Parti pour la liberté ayant reçu 15,5% des voix) et au Danemark en 2011 (12,3% en faveur du Parti populaire danois)?

Deux pistes de réflexion peuvent être en l'occurrence suivies. La première concerne la représentation politique ; la seconde, l'ethnicisation progressive des clivages sociaux. Le dilemme des ordres politiques représentatifs a toujours reposé sur l'équation suivante, notamment formulée par Pierre Bourdieu en 1981 : comment éviter que celui qui parle « pour », c'est-à-dire « au nom de », n'en vienne à parler « à la place de » ? Autrement dit, comment garantir que les électeurs se sentent représentés par leurs élus, ce groupe numériquement faible, appelé à agréger des intérêts contrastés sous le nom de bien commun ? L'individualisation croissante des préférences en nos sociétés de consommation rend l'exercice encore plus périlleux.

Depuis une trentaine d'années, deux réponses ont été explorées : le développement d'une représentation mimétique (une plus grande ressemblance, culturelle ou de genre par exemple, entre électeurs et élus) ; une meilleure association des électeurs aux prises de décision (les dispositifs dits « participatifs »). Ni l'une, ni l'autre ne sont parvenues à endiguer le sentiment, prégnant en de larges segments des électorats européens, selon lequel les élus se différencient de plus en plus ostensiblement de ceux qu'ils sont censés représenter, que ce soit par leurs univers de sociabilité, leur ethos ou leurs revenus. La perception de cette distance a pour corrélat une propension à juger que toutes les organisations partisanes se ressemblent. Les récents votes en Grèce et en Serbie en ont apporté une éloquente

illustration. En d'autres pays, la dénonciation de la gémellité des concurrents politiques affleure dans les discours des partis extrémistes…non sans rencontrer un certain succès électoral. Ces dernières années, la sélection des personnels politiques en Grèce, mais aussi en Italie ou en Espagne, (soucieuse de quérir l'adoubement des interlocuteurs financiers et des partenaires internationaux au moins autant que celui des électeurs) ne peut que conforter ces représentations. Il faudra tôt ou tard interroger les conditions de restauration de la confiance entre dirigeants et dirigés dans une configuration - vouée à durer - de multiplication des arènes décisionnelles et de technisation croissante des choix publics.

La seconde mutation qui s'observe aujourd'hui en Europe, concerne, par-delà l'accroissement des disparités sociales, le durcissement croisé des frontières sociales *et* des frontières ethnoculturelles. Selon des déclinaisons nationales certes spécifiques, tous les Etats européens sont confrontés à la conversion possible des expériences de mobilité sociale descendante en dénonciation d'un Autre - qu'il s'agisse du migrant nouvellement arrivé ou de citoyens issus de minorités établies de longue date mais identifiés comme « étrangers » ou « différents ». Dès la seconde moitié des années 1990, maints sociologues ont, à l'image de Loïc Wacquant dans les *Prisons de la misère* (1999), dénoncé la sécuritarisation des enjeux sociaux. Les pratiques de contrôle administratif et de surveillance policière se sont depuis lors élargies et systématisées, tandis que maints gouvernements tentaient d'imposer des définitions univoques de l'identité nationale. Contribuant à alimenter le sentiment d'insécurité qu'elles prétendaient vouloir conjurer, ces politiques ont façonné les espoirs de retour vers un « âge d'or », rétrospectivement idéalisé et inaccessible.

Dans ces conditions, quelle réponse apporter à notre question initiale : où se trouvent la Grèce, la Serbie et la Hongrie ? L'on serait tenté de dire, simplement : « Elles sont ici, avec nous, parmi nous ». Comme un appel à une introspection partagée, qui renonce à la facilité de la condescendance autant qu'à la production factice de l'altérité. A défaut, nous risquons de conforter la crédibilité de thèses toujours plus extrêmes, selon le principe si justement

décrit par le comte de Warwick dans l'*Alouette* de Jean Anouilh : « La propagande est une chose sommaire, Seigneur Evêque, apprenez-le. L'essentiel est de dire quelque chose de très gros et de le répéter souvent, c'est comme cela qu'on fait une vérité ».

***Nadège Ragaru est chargée de recherche à Sciences Po (CERI-CNRS) et enseigne à Sciences Po.**